



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Service de la Coordination des Politiques Publiques
Bureau des Procédures Environnementales

N° 2017-1966

**Arrêté préfectoral levant l'obligation de constitution de garanties financières
imposée aux sociétés VALTERRA MATIERES ORGANIQUES (VMO) et
VALTERRA DEPOLLUTION REHABILITATION (VDR) pour l'exploitation temporaire
d'une installation de transit et de traitement de déchets
non dangereux à HOMECOURT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Officier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement et notamment ses articles R.181-45 et R. 516-5 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le dossier de demande d'autorisation temporaire déposé en préfecture de Meurthe-et-Moselle en avril 2015 et complété en novembre 2015, conjointement par les sociétés VALTERRA MATIERES ORGANIQUES (VMO) et VALTERRA DEPOLLUTION REHABILITATION (VDR) pour l'exploitation d'une installation de transit et de traitement de déchets non dangereux sur le territoire de la commune d'HOMECOURT ;

VU l'arrêté préfectoral 2014-728 du 29 septembre 2015, autorisant conjointement les sociétés VALTERRA MATIERES ORGANIQUES (VMO) et VALTERRA DEPOLLUTION REHABILITATION (VDR) à exploiter temporairement pour une période de 6 mois une installation de transit et de traitement de déchets non dangereux sur le territoire de la commune d'HOMECOURT ;

VU l'arrêté préfectoral 2016-0321 du 13 mai 2016, autorisant conjointement les sociétés VALTERRA MATIERES ORGANIQUES (VMO) et VALTERRA DEPOLLUTION REHABILITATION (VDR) à prolonger, pour une seconde et ultime période de 6 mois, l'exploitation temporaire de leur installation de transit et de traitement de déchets non dangereux sur le territoire de la commune d'HOMECOURT ;

VU la notification de la mise à l'arrêté définitif de l'installation de transit et de traitement de déchets non dangereux susvisée adressée par les sociétés VALTERRA MATIERES ORGANIQUES (VMO) et VALTERRA DEPOLLUTION REHABILITATION (VDR) au Préfet de Meurthe-et-Moselle le 29 décembre 2016 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé PP/EA/NW/388-2017 du 6 octobre 2017, valant procès-verbal de constat de fin de travaux de remise en état du site de l'installation de transit et de traitement de déchets non dangereux susvisée, arrêté définitivement ;

CONSIDERANT que le dossier de fin de travaux de remise en état du site de l'installation de transit et de traitement de déchets non dangereux que les sociétés VALTERRA MATIERES ORGANIQUES (VMO) et VALTERRA DEPOLLUTION REHABILITATION (VDR) ont été autorisées à exploiter temporairement sur le territoire de la commune d'HOMECOURT, comporte l'ensemble des éléments justifiant du respect des dispositions des articles R. 512-39-1 et R. 512-39-3 du code de l'environnement s'appliquant à la mise à l'arrêté définitif d'une installation classées soumise à autorisation ;

CONSIDERANT que les conditions de remise en état du site de l'installation de transit et de traitement de déchets non dangereux susvisée arrêtée définitivement correspondent, d'une part, aux prescriptions définies aux articles 1.6.5 et 8.5.1 de l'arrêté préfectoral 2014-728 du 29 septembre 2015 ayant autorisé temporairement son exploitation, et d'autre part, aux dispositions prévues dans le chapitre réaménagement figurant dans l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation d'exploiter initial ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

L'obligation de constitution de garanties financières pour l'installation de transit et de traitement de déchets non dangereux exploitée sur le territoire de la commune d'HOMECOURT conjointement par les sociétés VALTERRA MATIERES ORGANIQUES et VALTERRA DEPOLLUTION REHABILITATION, dont le siège social est implanté à 3 allée de Chantilly à VANDOEUVRE-LES-NANCY, imposée par l'arrêté préfectoral 2014-728 du 29 septembre 2015 ayant autorisé temporairement l'exploitation de cette installation, est levée.

La levée de l'obligation de constitution de garanties financières est prononcée en application du II de l'article R. 516-5 du code de l'environnement.

Article 2 : Recours

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - Case officielle n° 38 – 54036 NANCY Cedex, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes.

Article 3 - Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la Préfecture, le sous-préfet de Briey, l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur des sociétés VALTERRA MATIERES ORGANIQUES et VALTERRA DEPOLLUTION REHABILITATION,

et dont une copie sera adressée :

au Maire d'HOMECOURT.

NANCY, le - 1 FEV. 2018
Le Préfet,

Pour le préfet,
la secrétaire générale

Marie-Blanche BERNARD